

Cahier des contributions

Conseil national
18 et 19 juin 2011

La grande transformation

Contribution déposée par Laurianne Deniaud, Présidente du Mouvement des Jeunes Socialistes et :

Les animateurs fédéraux : Joris Badol (02), Guillaume Desmoules (03), Mélanie Russo (06), Florian Lecoultre (08), Simon Vienne (10), Alix Alcaraz (11), Samy Sidani (13), Simon Gandon (14), Jérôme Petit (16), Bertrand Gire (17), Thomas Darnault (18), Laurence Mary (20), Lucie Bousser (24), Leila Delefortrie (29), Astrid Bragato-Montane (32), Juliette Perchepied (33), Merry-Lène Laballe (34), Martin Meyrier (35), Julien Chambrin (37), Chloé Pantel (38), Marion Bazille (39), Julien Paris (40), Loïc Volat (41), Pierrick Courbon (42), Danyssa Romeas (43), Lucas Trotouin (48), Claudie Launoy (50), Clément Robert (51), Slim Ghallal (52), Fayçal Hadjersi (54), Amandine Briy (55), Jonathan Nicolas (57), Kevin Bodé (61), Emilie Laury (62), Simon Piveteau (64), Romain Silvasi (66), Jean-Baptiste Gernet (67), Maël Harter (68), Lucie Briatte (69), Quentin Mayerat (74), Pierre Doubovetsky (75), Morgan Vallet (77), Clément Délégné (78), Benjamin Lucas (80), Jonathan Lahiani-Pierquin (81), Sami Bouzid (83), Elena Winterhalter (84), Vivien Wack (90), Yoann Simboiselle (91), Mathilde Giraud (92), Benjamin Derothe (93), Benoît Rogeon (95), Emmanuel Ravi (971) et Cindy Dijoux (974) ;

Les coordinateurs régionaux : Nathan Blatz (Alsace), Wyame Benyachou (Aquitaine), Mathieu Quentel (Basse-Normandie), Maëlle Venneuguès (Bretagne), Christopher Marais (Centre), Rémi Dumortier (Champagne-Ardenne), Benjamin Guichard (Franche-Comté), Rose Michel (Île de France), Darine Derouiche (Lorraine), Victor Burette (Nord / Pas de Calais), Heidia Maoui (Provence Alpes Côte d'Azur), Sébastien Carrara (Picardie), Lucille Ferlay (Rhône-Alpes) ;

Les membres du Bureau National : Nicolas Anoto, Yacine Baouch, Morgane Caradec, Johann Cesa, Carole Chotil-Rosa, Jonathan Debauve, Sylvain Dubreuil, Stéphane Gonzalez, Anthony Krehmeier, Sylvain Laval, Pierre Lejeune, Sébastien Lombard, Floréale Mangin, Sylvie Mantion, Thierry Marchal-Beck, Paul Méhu, Emilie Mirdjanian (Membre du Bureau d'Ecosy), Joachim Nadjem, Alizée Ostrowski, Laurène Pasquier-Calmels, Nicolas Perera, Guillaume Renaud (Membre du Presidium de la IUSY), Aurélie Rida, Thomas Roller, Bolewa Sabourin, Rama Sall, Simon Thiroz, Victor Vidilles ;

Les membres titulaires de la Commission Nationale d'Arbitrage : Damien Flament, Azad Balalas, Julien Bruneel, Alexandre Debray, Arnaud Drouot, Line Hurtado, Mathilde Maulat, Morgane Ollivier, Fanny Panhaleux, Mélanie Pauli-Geysse et Miguel Tejos.

La crise financière ouverte par celle des subprimes en 2007 ne cesse de produire ses conséquences. D'une crise financière et de la dette privée ayant mis plus de 120 millions de personnes au chômage, nous sommes passés aujourd'hui à une crise monétaire qui vient défier la puissance publique qui a pourtant su sauver le monde de la finance.

Des pouvoirs autoritaires sont mis à bas par le peuple et les jeunes qui ont su pleinement bénéficier de nouveaux espaces de libertés que l'internet mondial procure. Les démocraties libérales se font bousculer par des mobilisations sociales d'une nouvelle forme. Les tensions

migratoires se sont exacerbées entraînant chaque année la mort de milliers d'hommes qui ne cherchent qu'à franchir des barrières et des murs qui sont plus nombreux chaque jour.

De la catastrophe de Fukushima à la sécheresse actuelle qui s'étend du Portugal à la Chine, notre société se rappelle de la menace que peut constituer la nature que nous pensions pourtant maîtriser toujours plus.

Tous ces événements, qui peuvent sembler sans cohérence, illustrent une même réalité : l'effondrement d'un monde. Nous vivons la fin d'une ère, la fin d'un système de prise de décision, de production, de consommation et de répartition des richesses.

La démocratie libérale s'est profondément transformée ces 30 dernières années. Au fur et à mesure l'idéologie néolibérale a été admise par l'ensemble des partis politiques. Une bonne politique se définit comme celle qui permet la croissance et qui permet à la sphère marchande de prospérer. L'intervention publique est devenue suspecte : dérèglements, libéralisations et privatisations sont devenus la norme.

La politique se lie les mains en gravant dans le marbre des constitutions l'indépendance des banques centrales, l'équilibre budgétaire, la concurrence libre et non faussée. Elle éloigne le peuple des décisions importantes en les confiant à des organismes internationaux (OMC, FMI) ou régionaux (Union Européenne) où la capacité des élus du peuple souverain d'emporter la décision n'est qu'indirecte.

Les principes de la gouvernance ont remplacé ceux de gouvernement.

Parallèlement au rétrécissement démocratique, nous avons vécu l'avènement de grands groupes économiques mondiaux capables d'imposer leur agenda, leurs souhaits et leur volonté de voir telle ou telle loi adoptée à une grande majorité d'États.

Les salaires, les cotisations sociales, nos systèmes éducatifs, de santé, de transports apparaissent comme des coûts qu'il incombe à la puissance publique de diminuer.

La volonté de l'oligarchie d'empêcher la moindre régulation économique a rendu impossible toute politique de conversion écologique. La double décennie de l'hégémonie libérale apparaît aujourd'hui comme vingt années perdues pour faire face au plus grand défi de l'humanité : le dérèglement climatique que l'homme a lui-même produit.

C'est le système tout entier de production et de consommation actuel qui n'en finit plus de mourir. Alors que la consommation est le premier pilier de la croissance elle souffre de la compression salariale. De plus, c'est le recours à l'emprunt par les ménages, pourtant nécessaire aux cahiers de commandes des entreprises, qui nous a poussé dans la crise financière actuelle.

Le système de production repose sur l'obsolescence programmée des produits, sur la volonté de la majorité de la population d'accéder aux mêmes biens de consommations que la classe

dominante. Quête impossible car dès qu'un produit devient un produit de consommation de masse l'oligarchie jette son dévolu sur un autre produit qui lui permet de se différencier.

La crise économique, financière, agricole, écologique à laquelle nous devons faire face est une crise systémique du capitalisme. Elle est une crise du politique et de la démocratie qui se trouve devant l'impératif et le défi de se réinventer et de se sublimer.

Impératif d'égalité, impératif démocratique, impératif écologique : le triptyque de la transformation sociale

La gauche française, européenne et mondiale, a comme seule solution de porter un autre projet de société et un autre système économique, social et écologique. Il est de la responsabilité des socialistes d'incarner une gauche qui ose et qui transforme. Une gauche qui fait face aux peurs et permet la mobilisation par l'espérance.

Nous souhaitons porter un projet de transformation sociale reposant sur trois impératifs qui alimenteront chacun de nos choix politiques.

L'impératif d'égalité

L'égalité doit être la pierre angulaire du projet politique que nous portons. L'égalité est un principe qui se suffit à lui-même: ni égalité des chances qui organise la compétition, ni simple égalité des droits qui ne prend pas en compte la capacité de chaque individu à en jouir.

L'égalité passe d'abord par une égalisation des conditions d'existence, une nouvelle répartition des richesses doit avoir lieu. Dès juillet 2012, c'est tout d'abord une augmentation des salaires de 200 € pour tous jusqu'à 3000 € ainsi qu'une indexation des salaires tant sur les gains de productivité que sur l'inflation. Dans le même temps, le gouvernement devra contraindre les entreprises à respecter le principe travail égal, salaire égal. Un nouveau système d'imposition progressif sur le revenu garantira la redistributivité. Enfin, nous alourdirons de façon importante l'imposition du patrimoine et des droits de succession.

L'égalité, c'est aussi reconnaître à chaque citoyen les mêmes droits sans qu'aucun critère ne puisse les séparer les uns des autres. Le socialisme est un projet politique d'égalité et d'émancipation. Le féminisme, le combat LGBT, la lutte contre le racisme et les délits de faciès, la lutte contre la stigmatisation religieuse, le combat contre la pénalisation de la folie doivent être portés par tous les socialistes. A chaque conquête opérée, l'ensemble des mobilisations des progressistes avance.

L'égalité pour les socialistes, c'est aussi garantir que chaque citoyen dispose des mêmes capacités d'usage de ses droits et des services publics quelle que soit sa condition sociale. Aujourd'hui ce sont les plus riches qui bénéficient le plus de notre système de santé, du système

judiciaire, des grandes écoles alors que ce sont eux qui y contribuent le moins en fonction de leurs revenus.

L'impératif démocratique

Le socialisme c'est autant le partage des richesses que le partage des pouvoirs. La démocratie c'est la capacité individuelle et collective à maîtriser son destin qui ne se limite pas à glisser un bulletin dans une urne tous les 5 ans. Selon nous, la démocratie est une fin en soi qui nécessite à chaque instant d'être approfondie.

Nous affirmons un principe qui détermine notre feuille de route : là où il y a un espace de pouvoir, un contrôle démocratique est nécessaire.

En France, cela passe par l'avènement d'une 6^e République où le gouvernement est responsable devant le parlement. Le mandat unique sera la règle, les nominations du ressort du Parlement et le retour de l'éthique en politique une réalité.

La reconquête démocratique doit s'opérer au niveau européen, en portant le projet d'une République fédérale européenne, sociale et laïque. Le rôle de la gauche est de redonner la maîtrise par le vote des grands choix économiques : politique monétaire, budgétaire, possibilité de lever l'impôt, accord de libre échange ou imposition de barrières douanières.

La démocratie dans chaque lieu de pouvoir, c'est vivifier la démocratie sociale en garantissant qu'au moins 1/3 des sièges au conseil d'administration des entreprises soit réservé aux salariés, c'est assurer que l'action publique favorise le développement de l'économie sociale. C'est permettre aux usagers d'être représentés dans les services publics du bureau de poste au conseil d'administration des hôpitaux, à ceux de la SNCF et d'EDF. C'est encore renforcer le droit des consommateurs.

La gauche aura aussi la responsabilité de porter une loi interdisant la détention de plusieurs médias par un même groupe afin de permettre à la liberté d'opinion et d'information d'être plurielle.

Enfin, le web mondial est, de facto, une conquête démocratique pour les citoyens du monde. Sa neutralité doit être garantie, la sécurité des données personnelles assurée. La transparence et l'égalité devant l'information que permettent le net doivent permettre un approfondissement de notre démocratie traditionnelle. Dès 2012, la gauche aura besoin d'ouvrir un débat sur l'accès public et non mercantile à l'ensemble des données à disposition des administrations.

L'impératif écologique

Depuis les Lumières, l'homme a vécu dans l'illusion qu'il pouvait utiliser sans compter les ressources de la nature et que son action était sans incidence. Notre action menace la survie même de l'humanité et rend impossible la permanence de notre système de production et de consommation.

L'écologie interroge l'idée de progrès elle-même. La question de savoir si la croissance menait au bonheur ou à la liberté n'était pas posée. La volonté de grands groupes de refuser les logiques coopératives de productions permises par le *creative commons*, par exemple, démontre à quel point le capitalisme s'oppose au progrès en permettant l'accaparement des bénéfices par quelques uns. Dès lors, la notion de progrès ne doit pas exclure tous les domaines non marchands.

L'impératif écologique, c'est à la fois faire mieux avec moins à travers la conversion écologique mais c'est aussi une redéfinition de notre modèle société où l'épanouissement et la possibilité d'atteindre le bonheur ne passent pas forcément par de la consommation.

La planification écologique doit être globale et toucher tous les domaines : agriculture, transport, logements, industrie, énergie. Nous assumons la nécessité de recourir à l'emprunt public – national ou européen – car le coût de l'action sera bien moindre que celui de l'inaction. Pour nous, le principe est simple, mettre autant de moyens que nécessaire pour diminuer de 30 % l'émission de gaz à effets de serre d'ici à 2020. Entre la préoccupation des comptes publics et la survie de l'homme nous avons fait notre choix.

Notre objectif est de tout faire pour que l'activité de l'homme ait le plus faible impact sur l'environnement. A cette fin, nous nous opposons à la désindustrialisation de l'Europe, incongruité écologique, sociale et économique, empêchant que l'immense majorité des biens matériels et alimentaires soit consommée au plus près de son lieu de production. La France et l'Union Européenne devront agir avec vigueur pour favoriser la réindustrialisation non seulement des nouvelles technologies mais aussi des industries traditionnelles (textile, aciérie, automobile). Il est nécessaire d'activer le tarif extérieur commun et de taxer les produits importés provenant de pays ayant des normes environnementales et sociales moins exigeantes pour mettre fin à une concurrence déloyale.

Afin d'inciter les entreprises à s'adapter, nous préconisons de remplacer le marché des droits à polluer par une taxe prélevée par tonne de carbone émise. Cette solution permettrait tant de financer les mutations de notre propre modèle de développement que de rembourser notre dette climatique envers les pays du Sud.

La conversion écologique passe aussi par l'abandon de la centralité du modèle de la propriété. Nous développerons l'économie de la fonctionnalité (Vélib, Xerox, leasing...) qui vise à faire payer un service plutôt que l'achat du bien afin que le producteur ait comme intérêt la durabilité du produit.

Le nouveau modèle de production passe aussi par une politique énergétique ambitieuse dont l'objectif premier est la baisse de la consommation d'énergie : isolation des bâtiments, recherche de l'efficacité énergétique des transports et des industries doivent être une priorité.

Nous abandonnerons la logique du nucléaire en planifiant une sortie en 30 ans. Cette énergie n'est ni propre, ni peu coûteuse du fait de la rareté de l'uranium et de l'impossibilité de déterminer le coût du démantèlement des centrales et du traitement des déchets. Nous

instaurerons un maillage serré de territoires de petites unités de productions d'énergies s'appuyant sur tous les modes de productions : éolien, solaire, biomasse, micro-barrage, géothermie.

Les impératifs d'égalité, de démocratie, d'écologie sont le triptyque du projet politique et du vivre ensemble que nous proposons pour remplacer ce monde qui meurt. Le chemin est possible même s'il entraînera les résistances de tous ceux qui perdront les privilèges qui étaient les leurs. Dans notre volonté de transformer la société nous devons toujours tenir compte de la capacité de l'oligarchie actuelle à se défendre, non pour la laisser faire mais afin de se préparer à mobiliser et accélérer le changement. Nous le savons : un projet qui ne les inquiète pas ou qui viserait à être conciliant avec eux serait forcément un projet inoffensif, préservant le statu quo.

Etre le changement

Le projet politique que nous portons vise à redonner la maîtrise de leur vie aux citoyens. Cela commence avant tout par une prise de pouvoir de tous ceux qui veulent le changement au sein même de la gauche et de la famille socialiste.

Notre génération a une possibilité unique de transformer la façon dont on fait de la politique dans notre pays en faisant des primaires l'acte I du changement. A nous d'aller devant chaque lycée, dans chaque université, dans les quartiers populaires et aux portes des entreprises pour mobiliser et permettre à chaque jeune d'être un porte-parole du changement. Utilisons tous les moyens qui sont à notre disposition, des techniques militantes traditionnelles aux actions coup de poing. Favorisons l'organisation en réseau et sachons tirer profit des possibilités offertes par les réseaux sociaux.

Une campagne politique qui réussit transforme en profondeur l'organisation qui la porte. Les volontaires du changement apporteront leur richesse et leurs expériences ce qui, de facto, modifiera la culture et les codes des jeunes socialistes qui peuvent encore être excluants. Accueillons ces transformations avec enthousiasme. Soyons même ceux qui les permettons.

Notre feuille de route est claire. Porter au sein de la jeunesse nos engagements et mobiliser, par ceux-ci, les jeunes de France afin que nos engagements soient repris tant par les différents candidats aux primaires que par celui ou celle qui nous représentera à l'élection présidentielle. En mobilisant autour des huit engagements nous souhaitons modeler le débat public autour des problématiques de notre génération.

Les primaires seront le moment où les idées des socialistes pourront capter le débat public et sortir des thèmes imposés depuis dix ans qui ont favorisé la désillusion, l'abstention et la montée de l'extrême droite. Nous faisons le choix de porter notre propre agenda politique, de tirer à notre profit la démocratie d'opinion.

Nous savons que la façon dont on arrive au pouvoir conditionne toujours la nature de ce pouvoir. Si un candidat est porté par un vaste mouvement populaire – où les jeunes auront toute leur place – alors le pouvoir pourra s'appuyer sur ce mouvement pour mener les réformes.

Les jeunes de France sont impatients, enthousiastes et espèrent le changement. 2012 doit être et peut être le temps de l'espérance. Allons à la rencontre de notre génération, échangeons et débattons avec nos pairs. Il est de notre responsabilité d'aller vers eux avec un message : ensemble agissons pour changer la France et changer le monde.

2012 ? Les jeunes en avant !

Pierre JOUVET (BN), Grégoire CHAPUIS (CNA), Jérôme BORNET (AF 45), Benjamin PEYROT (AF 26),
Delphine CHAMBONNEAU (AF 36)

A entendre certains responsables politiques et à voir l'image renvoyée de la jeunesse par les médias, nos compatriotes doivent penser que l'avenir de la France est en péril. Génération du délitement culturel passant du SMS à Facebook en s'affranchissant des règles de la langue française. Génération Y de zappeurs prisonniers de l'instantané et de Twitter, accros au souffle éphémère des modes qui se succèdent. Génération violente dont les plus indignes représentants sont agressifs par plaisir ou par rage. Génération de drogués et de fainéants dont 23% des membres sont au chômage et 20% se satisfont d'être pauvres. Génération perdue en somme. Qu'il est triste de constater, pour nous, les jeunes, en particulier pour les jeunes socialistes engagés, et pour l'avenir de notre pays, le sort que nous réservent des néoconservateurs cherchant des coupables quand ils n'ont plus de solutions.

Non, la jeunesse n'est pas responsable de tous les maux de notre monde en crise et d'une France en manque de tout. Car elle n'est qu'un mot, une façon de dire et penser le réel. Ce mot désigne, au-delà du cliché du trentenaire diplômé d'HEC et de l'ENA qui possède toutes les clés pour s'ouvrir les portes de l'émancipation et de la réussite ou du délinquant multirécidiviste qui n'en possède aucune, des jeunes tous différents les uns des autres. Des étudiant(e)s de grandes écoles, des apprenti(e)s de 16 ans qui gagnent moins de 350 € par mois, des filles et fils de paysans qui souhaitent reprendre l'exploitation familiale, des collégien(ne)s scolarisés dans des bahuts parisiens ou en zone rurale, des diplômé(e)s errant de stages en intérim, des ouvrier(e)s sortant de formation, des intermittent(e)s du spectacle, des trentenaires sans diplôme naviguant entre chômage et RMI/RSA...

A l'aube de 2012, tous ces jeunes, et tant d'autres, ont pour point commun cette difficulté à comprendre leur faute. Pourquoi devraient-ils être tenus pour responsables de l'état d'une société qu'ils n'ont pas choisie, qu'ils n'ont pas construite ? Ne sont-ce pas leurs parents et leurs grands-parents qui les ont éduqués et qui ont généré le monde, la France, dans lesquels nous vivons ?

Dans ce sentiment de malaise et d'incompréhension entre les générations se diluent une vision maussade de l'avenir et la conviction que le futur sera, à part pour une poignée de privilégiés, moins bon que le présent. L'angoisse des jeunes est le déclassement, comme si les aspirations individuelles étaient condamnées à périr avant même d'être nées. L'angoisse des moins jeunes est qu'avec la génération qui arrive si le pire n'est jamais certain, il est hautement probable. Les uns vivent dans la nostalgie d'un âge d'or qu'ils pensent ne jamais connaître, les autres dans la nostalgie d'un âge d'or qu'ils ont en partie sabordé.

Les défis du 21^{ème} siècle dans le monde, particulièrement en France, enjeux de 2012, sont considérables : crise économique et sociale sans précédent depuis 1929 ; raréfaction des sources d'énergies fossiles, de l'eau ; changement climatique ; vieillissement structurel de la population et fracture intergénérationnelle ; dette publique abyssale ; creusement des inégalités ;

crise de la démocratie représentative ; mondialisation sur fond de compétition économique internationale...

Dès lors que faire ? Vivre dans la nostalgie, derniers survivants du radeau France en perdition ? Choisissons plutôt de construire un nouveau rêve français ! Et si le pays doit passer un contrat pour atteindre cet objectif, qu'il le passe avec ses jeunes. Ils ne veulent pas qu'on leur rende espoir. Leurs espoirs sont à la hauteur de leurs désillusions. Les jeunes veulent qu'on leur fasse confiance.

Nous avons la conviction que nous pouvons et devons être les fers de lance du pays. Sans nous pour créer de nombreuses richesses, pas de retraités qui coulent de jours paisibles, pas de financement de notre système de protection sociale. Sans nous qui nous formons, pas d'innovation économique, sociale, culturelle. Sans nous qui bouleversons l'ordre établi, pas de changement.

Voilà le plus grand défi politique de notre temps : donner l'opportunité aux jeunes de s'émanciper, de se former, d'innover, de créer, de changer la société, pour eux-mêmes et pour le pays. La gauche a une responsabilité historique car depuis 1789, elle a toujours porté le changement quand la droite veut conserver l'ordre soi-disant naturel des choses. La gauche a une responsabilité car elle a beaucoup réussi mais elle a beaucoup échoué.

Nous ne sommes pas indignés. Nous sommes au fond de chacun de nous, collectivement, révoltés. Et il s'en faudrait peu pour qu'une majorité laisse s'exprimer la seule chose qu'il nous reste : la haine sociale. Voilà la raison fondamentale pour laquelle la prochaine élection présidentielle doit faire des jeunes le catalyseur de notre avenir.

Construire une véritable démocratie de la réussite, c'est plus que réconcilier les générations. C'est donner un objectif commun au pays qui n'est autre qu'un avenir meilleur pour tous. Les jeunes sont prêts. Les socialistes doivent choisir un socialisme de combat. Le peuple de gauche doit croire en la victoire. Les Français doivent choisir l'avenir. Reste à fixer les priorités que les jeunes progressistes et réformistes ont largement présentées lors du Congrès de Grenoble :

Eduquer les jeunes et former les français : le pacte éducatif

L'école de la réussite doit éveiller les talents créatifs dont nous aurons besoin demain, former nos jeunes pour qu'ils aient une tête bien faite au lieu de sélectionner les têtes bien pleines grâce à leur seule éducation familiale. Le pacte éducatif est le premier pilier du contrat de l'après-crise. La réussite pour chacun d'entre nous, c'est la réussite pour le pays. L'enjeu éducatif, c'est le destin de la Nation. Il faut une réforme profonde : d'un service public de la petite enfance avec 500 000 places d'accueil en structure collective à l'école obligatoire dès 3 ans jusqu'à l'enseignement supérieur en rapprochant universités et grandes écoles. La priorité sera le primaire et l'apprentissage des savoirs fondamentaux. Le tronc commun sera allongé jusqu'à la préparation au Bac, les matières technologiques enseignées dès la 6^{ème} et l'école obligatoire jusqu'à 18 ans. Cette réforme sera menée à moyens constants jusqu'au retour de la croissance et la règle du

non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sera abrogée en particulier dans l'éducation nationale.

Produire mieux, pour plus de croissance : le pacte productif

Le principal problème de la France est un problème d'emploi, d'innovation et de répartition territoriale de l'appareil productif : le chômage de masse est la règle, les jeunes et les seniors en sont les premières victimes ; la structure de notre appareil productif ne repose pas sur un réseau de PME-PMI qui innove, gagnent les parts de marchés qui permettent d'avoir une balance extérieure bénéficiaire et d'atteindre un taux d'emploi satisfaisant sur l'ensemble du territoire national. La puissance publique devra se doter des moyens pour réorienter le crédit, l'épargne, le système éducatif et de formation en direction des PMI-PME, de l'économie du savoir et de la connaissance, des services à la personne. Créons par exemple un livret d'épargne de la croissance, 200 000 contrats de génération par an, formons un pacte public entre l'Etat et les collectivités en matière de services publics, de très haut débit pour 100% des Français et des entreprises, inventons un Durable Business Act... Ces mesures seront financées en réduisant les niches fiscales inéquitables et inefficaces. Pour mémoire, la seule niche Copé coûte plus de 20 Md€ chaque année. Doter la France d'un réseau de PME-PMI dense, c'est régler en partie le problème de l'emploi. Avoir des PME-PMI innovantes, c'est un taux de croissance élevé et une croissance durable.

Inventer une fiscalité lisible, efficace et juste : le pacte redistributif

La nécessité d'une grande révolution fiscale, portée par les jeunes socialistes depuis longtemps, parfois à contre-courant, encore plus fortement depuis le Congrès de Grenoble, est admise par l'ensemble des socialistes et sera portée par notre candidat à la présidentielle, quel qu'il soit. Le principe est simple : ceux qui ont les moyens paieront plus que ceux qui ne les ont pas. Créons un Grand Impôt de Cohésion Nationale (fusion impôt sur le revenu-CSG-prime pour l'emploi) ; prélèvement du GICN à la source auprès de 100% des foyers fiscaux avec prise en compte de l'ensemble des revenus (travail+capital) à des taux exceptionnellement progressifs (réévaluation des minima sociaux pour neutralité de la mesure lors de sa mise en place ; taux modérés pour 90% des foyers fiscaux) ; suppression des tranches traditionnelles d'imposition pour que chaque euro devienne une tranche en soi ; médailles de la solidarité nationale remises par le Président de la République aux 100 principaux contribuables français). Ne faisons pas l'économie d'un grand débat sur le patrimoine et l'héritage pour mettre en valeur le travail et le mérite plutôt que la naissance. Prélevons le bénéfice fiscal de l'expatriation pour que les sportifs de haut-niveau soient sélectionnables dans les équipes de France... Relever le défi de l'assainissement des finances publiques et de la dette publique nécessitera des efforts. La France est un pays riche (près de 2 000 MM € de PIB ; patrimoine des ménages estimé à plus de 12 500 MM €...). La faillite des finances publiques a été orchestrée par les néo-conservateurs. Ces efforts sont impératifs car s'ils ne sont pas faits aujourd'hui la France sera contrainte (notamment par la réalité des marchés financiers) à saborder son modèle social. Ils seront admis s'ils sont justes.

Imposons nos thèmes de campagne

L'Europe est notre avenir politique mais la question européenne est l'objet d'une fracture durable entre les citoyens et leurs représentants. En 2005, les Français ont choisi de rejeter le projet de Constitution européenne. Les socialistes devront porter en 2012 l'idéal d'une autre Europe, une Europe des peuples et des citoyens qui n'est pas celle du traité de Lisbonne, du néo-libéralisme et de la technocratie.

La vie des Français sera rythmée jusqu'à la veille du premier tour des présidentielles par les faits divers, la délinquance urbaine et les questions d'immigration. Les prises de position de Claude GUEANT ont pour objectif de porter Marine LE PEN au 2nd tour de la présidentielle. Nicolas SARKOZY a une conviction que nous devrions partager : il sera au 2nd tour. La gauche a 3 options :

- ✧ Trouver des explications sociologiques bien qu'elles ne constituent pas des excuses sociales et nier l'existence même de la délinquance, ce qui serait suicidaire
- ✧ Suivre les traces de l'UMP, sans changer les termes du débat, mener un combat perdu d'avance, contre nos valeurs
- ✧ Imposer un thème de campagne qui englobe la question de la délinquance, la promotion de la République, le respect des lois.

Nous sommes convaincus que les socialistes n'ont pas à parler d'identité nationale, de délinquance, de binationalité mais de respect des lois. Notre candidat devra affirmer, aussi simplement que fortement, que toutes les lois de la République doivent s'appliquer et être respectées par tous sur le territoire national, sans autre considération que l'égalité devant la loi. Les Français souhaitent que les quartiers populaires ne soient pas le lieu d'actes répétés de délinquance. Ils ne souhaitent pas plus que certains multimillionnaires puissent frauder le fisc, que des automobilistes conduisent avec 3 grammes d'alcool dans le sang en provoquant des drames, que des élus enfreignent les règles électorales... Le petit dealer de cannabis des quartiers populaires, le gros dealer de cocaïne des quartiers chics, le délinquant en col blanc, le délinquant de la route, les Bettencourt, le SDF, le chrétien, le juif, le musulman et l'athée, le puissant et le misérable doivent être égaux devant la loi. Pour respecter les lois, encore faut-il que leur degré de complexité ne les rende pas inaccessibles aux citoyens. Un nettoyage de grande ampleur de nos trop nombreux textes législatifs devra être mené. Voilà ce qu'est la promotion de la République.

Le mandat qui s'ouvre devra aussi être celui des alternatives à la prison (MIG, saisie du patrimoine...) et de l'affirmation d'un principe : ne doivent être privés de liberté que les individus constituant des menaces physiques pour la société. Notre candidat devra promouvoir des avancées de civilisation parfois contre l'opinion : dépénalisation de la consommation de cannabis ; extension du mariage à tous les citoyens ; droit de vote aux étrangers selon des modalités à définir ; abrogation des lois HADOPI...

Cette élection ne se gagnera ni sur le quotidien comme en 2002, ni sur le passé comme en 2007 mais sur l'avenir. Pour construire l'avenir, s'il faut faire confiance à la jeunesse, il faut aussi dire quelles valeurs constituent les fondations du socialisme. Le point de départ de la campagne devra nécessairement être un questionnement sur nous-mêmes. L'heure n'est plus au droit

d'inventaire mais au solde de tout compte. Nous éprouvons parfois des difficultés à nous entendre sur ce que socialisme veut dire ? Nous savons ce que nous ne sommes pas.

Le socialisme n'est ni la charité, ni l'assistanat mais la solidarité qui émancipe.

Le socialisme n'est pas le soin compatissant apporté aux gens qui souffrent mais l'éradication des inégalités avant qu'elles ne soient générées dans un souci de lutte contre leur reproduction de génération en génération et d'efficiace sociale.

Le socialisme n'est pas une litanie de mots moralisateurs mais l'action pour le changement de la réalité.

Le socialisme n'est pas le cliché de la haine des richesses mais un plaidoyer pour leur partage équitable. On peut même être de gauche, manger du caviar ET participer à la solidarité nationale à la hauteur de ses moyens !

Le socialisme n'est soumis à aucun lobby, à aucune puissance de l'argent, et a pour seul horizon le peuple et l'intérêt général.

Le socialisme n'est pas la vénération des différences entre les individus mais l'affirmation d'une humanité qui leur est commune.

Le socialisme n'est ni le conservatisme qui construit une ploutocratie génétique en récompensant oisiveté, rente et héritage, ni le secret, ni une idéologie de moyens. C'est le changement, le progrès, la transparence, une idéologie d'objectifs. Le socialisme, ce sont des militants, souvent jeunes, parfois au MJS, qui sont tous des progressistes.

Le socialisme n'est pas la division mais le rassemblement. Le socialisme n'est pas le communautarisme, c'est la République laïque, une et indivisible. Le socialisme n'est pas le totalitarisme mais la liberté. Le socialisme n'est pas la droite, c'est la gauche.

Voilà le message que les jeunes socialistes progressistes veulent faire passer aux jeunes et à la France durant cette campagne qui doit être celle de la victoire à la présidentielle, quand certains de nos jeunes camarades n'ont connu que des Présidents de la République de droite et que le Parlement est conservateur depuis bientôt 10 ans ! En 2012, que le pays fasse confiance aux jeunes pour construire un nouveau rêve français ! Mettons les jeunes en avant, pour la France !

[A venir...]

Contribution présentée par JUSTICE

Premiers signataires : Vincent BEGRAND (CCR Bourgogne), David CUOQ (AF 07), Antoine HOAREAU (AF 21), Quentin MAUJEUL (AF 53), Hugo ROUSSEL (BN 59)

Nous sommes à l'heure des choix.

Nous nous apprêtons à porter l'alternance en 2012. Nous, Jeunes Socialistes, voulons réussir l'alternance. Il ne suffira pas de gagner en promettant le changement, encore faudra-t-il le réaliser.

Choisir, c'est faire acte de volonté. Nous estimons que redonner un sens à la politique c'est remettre en son cœur le volontarisme et la capacité de faire des choix. Les choses ne sont pas aussi complexes qu'on veut nous le faire croire. Oui, il existe des alternatives crédibles aux décisions qui peuvent être prises.

Notre engagement à gauche aujourd'hui doit réhabiliter le courage politique pour affirmer nos idées alternatives, qui peuvent parfois déranger. Trop longtemps, on nous a dit que la politique devait être responsable et accepter la réalité, l'évidence. C'est ainsi que la politique s'est fourvoyée en refusant de changer les choses et en se contentant de gérer un système sur lequel elle n'a plus prise.

Aujourd'hui, nous pouvons prendre des choix qui changeront notre manière de faire de la politique.

Ayons cette audace.

Le choix de l'engagement

Nous faisons tous de la politique. En oubliant parfois son sens. Pourquoi nous sommes nous investis, engagés, pourquoi consacrons nous tant de temps au militantisme ? « Changer la vie » disait-t-on en 1981. Aujourd'hui nous nous satisferions d'«améliorer la vie ». A nous de retrouver cette volonté de changement qui a animé nos prédécesseurs. Nous militons pour un socialisme de transformation, c'est là nous le croyons, l'essence même de notre engagement. Nous nous sommes engagés parce que nous croyons à la force de la volonté politique et à la nécessité de l'éthique.

La volonté politique réaffirmée

Comment rester insensibles aux chiffres de l'abstention ? Pour nous jeunes engagés en politique, ils nous semblent incompréhensibles et nous avons vite fait d'accabler ceux qui s'abstiennent. Et pourtant il suffit de se rendre sur le terrain, et notamment dans nos quartiers populaires pour constater le discrédit et le peu d'intérêt accordé à la politique. Réaffirmer la volonté politique peut nous permettre de réconcilier – enfin ! - les citoyens avec ce qui leur appartient de droit, le pouvoir politique. Rendre le pouvoir aux citoyens, tel est notre engagement.

Affirmer le primat de la volonté politique c'est véritablement redonner la décision aux citoyens. Combien de fois avons nous entendu « ça ne passera jamais », « ce n'est pas réalisable » ? Trop souvent le rôle du politique se borne à « gérer la vie » et s'incline devant les impératifs économiques de toute sorte. Or rien ne doit entraver la volonté politique, car après tout, en politique, il n'y a pas de fatalité, il n'y a que de la résignation.

Si ne nous sommes pas capables en 2012 de réaffirmer la puissance du politique, nous ne réussirons pas. Le projet que nous avons, nous socialistes est foncièrement juste. Mais nous devons l'inscrire dans le temps long, lui donner une vision. Cette vision, c'est nous cette jeunesse, que beaucoup définissent comme une génération perdue, qui devons la porter afin de les faire mentir. Nous ne devons pas le porter comme un ensemble de simples propositions mais bien comme un projet qui pense une nouvelle société, la société transformée à laquelle nous aspirons. En 2012, nous avons un rendez vous avec les français, à nous de faire en sorte de ne pas échouer.

L'éthique politique réinstaurée

Redonner son sens à la politique, c'est aussi réinstaurer l'éthique politique. Cela commence bien évidemment par le non cumul des mandats. Évidemment, l'éthique passe aussi par un renouvellement de nos élus et de nos élites, générationnel tout d'abord, que au niveau de la diversité et de la parité. L'éthique en politique c'est se battre pour le sens noble de la politique, celle qui se préoccupe des choses de la cité, celle qui est attachée à ses valeurs.

Afin de faire revenir les citoyens vers les urnes, nous devons réfléchir l'organisation de nos modes de scrutins. Proportionnelle intégrale pour tous les échelons territoriaux, notamment pour les Conseils Généraux, mise en place du vote obligatoire avec reconnaissance du vote blanc, instauration d'une part de proportionnelle à l'Assemblée Nationale, réforme du Sénat sont autant de chantier que la Gauche aura à mener pour refonder une véritable démocratie en France.

Volonté politique, éthique, voilà ce qui peut faire à nouveau croire en la politique. Encore faut il que nous portions l'espoir. L'espoir, le rêve, autant de mots que nous avons banni de notre vocabulaire. Pourtant, l'attente est immense. Notre réponse doit être à la hauteur des désillusions que la droite et -reconnaissons le- que nous avons pu susciter.

2012 sera l'année du combat. 2011 doit être l'année de la remise en question. Sortons de

l'ambiguïté, affirmons notre identité, nos valeurs, nos idées. Depuis 2007 nous avons eu l'occasion de dire en quoi nous sommes contre la politique du gouvernement. Nous avons maintenant l'occasion de dire pour quoi nous militons. C'est pourquoi les primaires seront un formidable moment démocratique qui permettra de nous faire entendre. Depuis 2007 nous avons muri. Nous savons ce que couleront nos divisions.

Le choix de l'économie du bon sens

Une nouvelle organisation économique changera l'Homme

La gauche doit clairement repenser son approche des questions économiques et sa perception du système actuel. Assumons, nous ne devons incarner ni la gauche gestionnaire ni redistributive mais la gauche transformatrice.

Il faut repenser l'économie en tant qu'instrument de l'Humain, l'économie qui se construit autour de l'Homme et qui incarne une forme d'organisation de la vie sociale. Nous croyons profondément que du progrès économique jaillira le progrès social car c'est à partir d'un système plus juste et plus épanouissant que nous pourrons retrouver une harmonie sociale.

Ce vœu ne sera possible que lorsque nous aurons rétabli la dignité du travail et rendu au travail sa juste valeur. La valeur travail est un concept essentiel : non le travail ne doit pas être un lieu d'aliénation et d'exploitation. La reconnaissance du travail passe par sa juste rémunération et sa considération par une plus juste taxation, notamment par rapport au capital qui lui ne produit rien.

C'est pour cela que nous considérons que les organisations de type SCOP correspondent à ce que pourrait être une nouvelle vision socialiste de l'économie. Actuellement, de telles structures ne sont formées par les salariés que lors des fermetures d'entreprises pourtant viables. L'enjeu est de redonner aux salariés l'opportunité de maîtriser, gérer et bénéficier de ce qui est créé par leur travail.

Le triomphe de l'idéologie néolibérale a conduit à décrédibiliser le rôle de l'Etat en créant de fausses évidences : les marchés dans leur forme actuelle ne sont ni efficaces, ni favorables à la croissance économique. L'envolée de la dette publique n'est pas due à une hausse des dépenses publiques mais bien à une baisse des recettes fiscales (en 10 ans, sous tous les gouvernements, les allègements d'impôts ont représenté un manque à gagner de 100 milliards d'euros pour l'Etat).

Il faut mettre fin au laxisme économique de l'Etat. Dans ses périodes de doute sur notre avenir, l'Etat doit conduire le renouveau économique et la mutation sociale et écologique de l'économie. Pour cela, des investissements massifs doivent être réalisés dans les secteurs de la croissance verte pour créer des centaines de milliers d'emplois non délocalisables et préparer l'après-pétrole et l'après-nucléaire.

Il faut recréer un Etat qui protège la population d'un système économique ravageur, toujours plus

puissant par rapport aux Etats. Nous pensons, comme le propose le projet des socialistes, qu'une banque d'investissement publique doit être créée pour financer le tissu économique des TPE et PME auxquelles les banques ne veulent plus prêter alors que c'est leur mission. Nous souhaitons également la création d'une banque de crédit d'Etat pour mieux encadrer le crédit à la consommation et mieux gérer le surendettement.

Ce n'est pas compliqué, il suffit de remettre de la volonté là où elle a disparue et reprendre le pouvoir là où il nous a été confisqué. On nous dit que c'est impossible, c'est faux. Nous disons d'ailleurs qu'il faut interdire les licenciements des entreprises qui font des bénéfices et créer des contreparties à l'octroi d'aides publiques.

Un système équilibré recréera les liens de confiance qui se sont aujourd'hui rompus au sein de la société pour redonner sa place à chacun. Nous croyons que les jeunes peuvent retrouver au sein d'un système redevenu vertueux et responsable.

Donner une perspective économique communautaire

Une politique économique ambitieuse ne doit pas être bridée par l'inertie actuelle des politiques économiques européennes. Contre la crise monétaire rien n'est fait pour mener une politique économique volontariste qui permettrait de limiter cette crise européenne provoquée par des marchés financiers irresponsables que l'Europe a pourtant sauvé il y a trois ans.

Le cœur du problème c'est l'actuelle BCE. Il faut d'urgence mettre fin à son indépendance politique. Cela doit entraîner une réforme profonde des statuts de la BCE. Elle doit arrêter de se focaliser sur l'inflation pour prendre en compte également l'emploi et la croissance. Nous proposons qu'elle puisse garantir les dettes des Etats et émettre des euro-obligations. Ainsi, les pays en crise pourraient se focaliser sur leur croissance et la relance de leur économie plutôt que d'inventer des plans de rigueur toujours plus injustes et insupportables pour les plus modestes.

Attention, nous socialistes Français devons tirer les leçons des échecs des sociaux démocrates allemands, espagnols, grecs et portugais. Nous ne devons pas être ceux qui serviront la potion amère à la population une fois revenus au pouvoir en 2012. Les Français ne nous le pardonneraient pas.

Il faut adopter une politique de taux de change offensive et à la hauteur de la concurrence des Américains et des Chinois si nous ne voulons pas continuer à nous tirer une balle dans le pied alors que les autres n'adoptent pas les mêmes règles que nous. Jouons leur jeu si nous ne voulons pas perdre.

Nous souhaitons également que l'UE puisse utiliser ses frontières pour protéger son industrie en taxant les produits d'importation qui ne respectent pas les normes sociales et écologiques. Arrêtons de subir cette concurrence déloyale qui est autant préjudiciable pour les travailleurs européens que ceux étrangers, réduit en esclavage pour compresser les coûts, au détriment des normes sociales et écologiques les plus sommaires.

Le choix d'une société juste

Une société plus démocratique

Le désintérêt des citoyens et plus particulièrement des jeunes pour la chose publique doit nous interpeller et nous amener à trouver des solutions. Pour beaucoup de nos concitoyens, la démocratie représentative n'en a que le nom. C'est pourquoi nous militons pour une vraie démocratie représentative en renouant rapidement avec des institutions équilibrées : une VIème République parlementaire. Aujourd'hui notre République souffre terriblement du caractère providentiel d'une seule élection.

Nous sommes de même convaincus qu'il faut une démocratie participative à tous les niveaux. Les français ont soif de participer, d'être écoutés et la vitalité du mouvement associatif nous le montre bien. Nous devons développer la démocratie participative, partout, tout le temps : dans les villes, dans les entreprises, dans les établissements scolaires (budgets participatifs). Au niveau des entreprises nous avons la responsabilité de renforcer la sécurité juridique des salariés au sein du monde du travail. La politique doit pouvoir équilibrer les rapports dans une optique de réel respect du droit, de relation apaisée, et d'efficacité économique : en cas de décision prud'homales, obliger l'application de la décision pour l'ensemble des salariés concernés, créer des class actions. N'oublions jamais que les meilleurs experts sont les citoyens puisqu'ils vivent au quotidien leurs propres conditions d'existence.

De plus, nous devons faciliter l'avènement d'une réelle démocratie sociale garantissant l'accès égal de tous à tous les services publics. Cet accès est la condition première pour réduire les inégalités. Nous nous y sommes engagés, nous redonnerons la priorité aux services publics qui ont subi ou subiront si la droite persiste, les ravages des privatisations et des suppressions de postes.

Une société où chacun à sa place

Pour qu'une société où chacun à sa place puisse être possible, il faut mettre tous les moyens nécessaires dans l'éducation. Éducation ne peut pas être synonyme d'économies. Après tout le coût de l'ignorance est bien plus élevé que celui de l'éducation. L'école ne forme plus les citoyens, elle n'en a plus les moyens. Nous avons un devoir de redresser la situation : arrêt immédiat des suppressions de postes, revalorisation des salaires des enseignants dans les quartiers dits sensibles afin d'y attirer les plus expérimentés, revalorisation de l'enseignement professionnel, réforme de l'orientation...

La langue française est obligée d'employer deux mots pour traduire ce que les espagnols appellent « convivencia » : le vivre-ensemble. Cette expression est devenue un marronnier politique. Toute la question est de savoir comment aujourd'hui nous arrivons à faire société alors que nous sommes de plus en plus confrontés à un problème de ce que Edgar Morin appelle la dissociété. Comment dès lors y remédier ? Par la justice. Plus que les autres, les exclus de la société ont une conscience aiguë de l'injustice. Les débats nauséabonds sur l'identité nationale comme une identité fermée alors qu'elle ne se conçoit selon nous que comme ouverte, n'ont pas aidé à arranger le problème. Comment concevoir la France autrement que comme une France

métissée ?

C'est en faisant le choix d'une économie au service de l'humain et d'une politique plus accessible que nous contribuerons à rendre notre société plus juste.

*
* *

Nous nous mettons à la hauteur des attentes des citoyens pour porter leurs désirs de changement.

Nous faisons donc le choix de transformer la France pour ensuite changer le monde.

Nous voulons porter un nouveau souffle, un dynamisme nouveau pour porter cet élan démocratique partout en Europe. Ce qu'appelle la jeunesse européenne de ses vœux, ce sont les Etats-Unis d'Europe, fédération d'Etats-nation et regroupement des peuples européens pour enfin bâtir une Europe politique et économique qui protège les peuples et qui soutient le progrès écologique et social en son sein.

A l'aube de 1929, cette grave crise économique qui a ébranlé le siècle en Europe, Gaston Riou appelait à « s'unir ou mourir ». Notre choix est fait et nous l'assumons.

Lettre à un jeune qui veut faire gagner la gauche

Maxance Barré (CCR Poitou-Charentes), François Blanchard (AF de la Vienne), Arthur Clouzeau (BN), Thibault Delahaye (BN), Elora Faure (AF du Puy-de-Dôme), Simon Mandeville (CCR Auvergne), Maxime Négremont (AF de la Haute-Vienne), Romain Nicole (AF des Deux-Sèvres), Aurélien Taché (CNA, Haute-Vienne).

Cher-e ami-e et camarade,

Nous t'écrivons ces lignes parce qu'il ne reste que quarante-cinq dimanches. C'est le temps qu'il reste à la gauche pour gagner. C'est peu, très peu, pour changer le cours d'une histoire que nous avons regardé jusque là se faire sans nous.

Comme toi, nous n'envisageons pas que l'élection de 2012 soit un nouveau rendez-vous manqué. Une 4^{ème} défaite successive serait non seulement un choc terrible pour les socialistes et pour la gauche, mais elle offrirait surtout à la droite sarkozyste la liberté d'achever son œuvre destructrice. Nous ne pouvons pas nous le permettre.

C'est pourquoi nous nous adressons à toi parce que nous pensons, qu'ensemble, nous pouvons agir utilement pour la victoire de la gauche. Parce que nous sommes convaincus que les socialistes doivent relever la tête pour affronter l'élection présidentielle.

Nous n'avons connu que la droite au pouvoir, et depuis dix ans notre pays va dans la pire des directions. Les réformes injustes se suivent, le cynisme de la droite n'a plus de limite, et ce sont toujours les mêmes qui en sont les victimes quotidiennes. Nous faisons tous le même constat. Notre société est mise à genoux, la République avec.

La politique est aujourd'hui affaiblie, beaucoup n'y croient plus. Notre génération boude les élections et parfois même ceux qui s'y engagent finissent par se résigner. Alors que des peuples se réveillent et réinventent la démocratie, de l'autre côté de la méditerranée, nous prenons le chemin opposé. Pire, la France et l'Europe se rétractent et les gouvernants attisent les peurs. Elles restent sur le bord du chemin, spectatrices impuissantes d'un Monde qui change. Incapables de relever les défis qui s'annoncent, de faire entendre une voix forte et de penser des solutions face à la multiplication des crises.

Il y a un besoin de changement. En 2012, nous devons retrouver le chemin d'une société qui émancipe et permet à chacun son propre accomplissement (social, économique, culturel, intellectuel...). Il y a aussi un besoin de gauche, un besoin de radicalité. Les socialistes sont attendus. Mais si la gauche peut gagner, si les conditions de cette victoire semblent être réunies, nous pensons aussi qu'elle peut perdre. Nous avons donc surtout le devoir de permettre cette victoire, d'être des acteurs positifs de la campagne. C'est notre mission, parce que nous sommes la relève de ce pays.

La gauche regarde le monde plus qu'elle ne le transforme. Elle peut perdre parce qu'elle a peur d'elle même, peur d'un monde qu'elle n'arrive pas à analyser. En 2012, si elle gagne, la gauche ne pourra pas se contenter d'apporter des solutions uniquement nationales aux attentes du moment.

Elle devra anticiper et donner du sens à son action. Elle devra être subversive. Elle devra donner sa vision du monde pour que chacun puisse s'y situer, elle devra fixer des repères dans une planète en profond bouleversement. Les socialistes devront aussi construire ce changement en s'ouvrant vers l'extérieur, vers ceux qui font la gauche du quotidien. Ils devront mobiliser le plus largement possible, notamment notre génération.

C'est donc un appel au réveil collectif que nous faisons. Dès lors, nous formulons plusieurs questions qui se posent aux socialistes et à la gauche, que nous nous posons aussi, et nous tentons d'en apporter des réponses.

Pourquoi la démocratie, aujourd'hui interrogée, doit nous permettre un nouveau choix de civilisation ? ... Construire un nouvel espace de démocratie partagée

Nous faisons ce triste constat : pendant que dans la rive sud de la méditerranée, des peuples et des jeunes aspirent à plus de démocratie, parfois au risque de leur vie, dans le même temps en France, moins de 30% des jeunes se déplacent pour voter aux dernières élections.

Voilà, pour nous l'enjeu : le sens de la démocratie pour les citoyens. Entre ces deux jeunesse, nous ne voyons pas une opposition ou une différence de rapport à la démocratie, au contraire nous percevons l'urgence de la pris en compte d'une communauté de destin. L'urgence aussi que la gauche s'en empare, alors que la quasi-totalité des pays des deux rives de la méditerranée voteront en 2012-2013.

C'est un enjeu de civilisation et il doit motiver ces jeunesse. La première aspire à la mise en œuvre d'une démocratie réelle qui puisse enfin mettre fin à des inégalités de destins (renforcées ces dernières années au Maghreb, qui a connu une croissance économique importante). La deuxième, en Europe, avec une crise de la démocratie qui se traduit par le sentiment qu'elle ne permet plus l'émancipation sociale.

Ce destin commun entre ces jeunesse est le signe, pour nous, dans le processus d'accélération de la mondialisation, qu'il ne peut y avoir de solutions qui ne soient pensées qu'à l'échelle d'un pays ou même d'une rive.

L'enjeu en 2012 est d'opérer un choix de civilisation. Nous avons la formidable chance de pouvoir élargir l'espace de la démocratie. Permettre que deux dynamiques différentes (démographiques, démocratiques, économiques et sociales), fortement interdépendantes par l'accélération des mobilités, ne rentrent pas en confrontation. Au contraire, à nous d'envoyer un signe fort, en créant les conditions de réalisation de cette communauté de destin qui unit ces peuples.

Notre attachement à la démocratie tient en ce qu'elle constitue une condition de réalisation du contrat social et de l'émancipation de tous, partout. La faire vivre, c'est redonner du sens à l'action politique, en France, en Europe et dans le monde.

Comment lutter contre la montée des populismes, en France et en Europe ? Prendre en compte la complexité du monde.

Depuis dix ans, le « rêve européen » se transforme, par l'action des forces conservatrices, en cauchemar politique, humain et social. La montée des populismes en France comme en Europe exprime l'incapacité des politiques et de la gauche à aborder la complexité d'un monde en crise.

L'écho des populismes auprès des citoyens est un signe qu'ils ne perçoivent plus de solutions politiques face à la dégradation de leur réalité sociale et aux déséquilibres dans la répartition des richesses, produites au niveau mondiale par des travailleurs aux conditions sociales inégalitaires.

Quand l'avenir social d'un salarié en France dépend d'une décision prise par un conseil d'administration situé aux Etats-Unis qui le mettra en concurrence avec un travailleur chinois, des réponses simples et démagogiques existent et nous les connaissons. C'est la conviction que c'est dans nos clochers et nos campagnes, dans notre bon sens et notre histoire que nous répondrons aux défis de demain. C'est le rejet de l'étranger, qui ne nous a jamais semblé aussi proche et devient donc dangereux. C'est l'idée que notre nation seule peut influencer le cours de l'histoire, par son génie intrinsèque. L'obscurantisme, la xénophobie, le protectionnisme voire le souverainisme ne sont pas des solutions, même si elles séduisent. Nous les combattons sans relâche, même quand elles viennent de la gauche.

Parce que nous sommes internationalistes, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la complexité d'un monde en profond changement.

La gauche doit être le camp de la raison, de la réflexion et de l'avenir. Il n'est plus concevable aujourd'hui d'expliquer que c'est en dehors du cadre européen que le camp progressiste trouvera des solutions pour peser sur les nombreuses dérives de notre planète.

Dépassons le vieil imaginaire collectif de la gauche. Appuyons nous sur des repères qui intègrent un monde globalisé, qui permettent de répondre largement à des inégalités qui sont parfois créées par notre système de redistribution, né dans un monde radicalement différent. La mondialisation révèle aussi nos propres faiblesses et nous devons y répondre sans la nier.

A la dimension sociale que les populismes veulent se donner aujourd'hui, nous devons répondre qu'une alternative existe. La transformation sociale ne peut pas se faire uniquement au niveau français. Notre horizon est planétaire : mise en place de solidarités interétatiques, édification d'une Europe sociale et citoyenne, promotion de nouveaux droits sociaux à l'échelle internationale... A nous de faire de l'Europe le nouveau terrain de la lutte contre les inégalités, à

nous de la libérer politiquement d'une droite qui depuis dix ans détruit cet horizon de plus en plus sombre, à nous de faire barrage aux populismes.

Comment mettre fin au désenchantement démocratique et donner un nouveau souffle à l'action publique ? ... Redonner du sens au politique.

Redonner du sens à l'action publique c'est renforcer la démocratie représentative. La dictature de l'urgence, de la réponse instantanée, éloigne les moyens mis en œuvre de l'objectif de transformation sociale, au profit d'une satisfaction immédiate d'une partie de l'opinion. Penser l'action publique sur le long terme est une réalité que nous devons assumer pour ne pas devenir la gauche qui déçoit. Assumons de changer la société tous les jours et pour tous, et non pas le « grand jour » et par quelques-uns. Si l'acteur politique est légitime pour mettre en œuvre l'action publique, il ne peut en effet le faire sans prendre en compte les aspirations et les contradictions qui sont celles de la société. C'est par exemple le cas des impératifs environnementaux. Aujourd'hui, la société civile doit pouvoir être associée au processus d'élaboration des décisions, à une place qui est la sienne.

Cette mise en œuvre d'une nouvelle pédagogie de l'action publique doit se traduire par une méthode de gouvernance qui est celle du dialogue permanent, en renforçant et en renouvelant les instances de démocratie participative (conseils de quartiers, CESER,...). Dans cet esprit, il est nécessaire de mettre en chantier un acte III de la décentralisation qui permette enfin un rapport équilibré entre l'Etat et les collectivités territoriales, gage de notre pacte républicain.

Tout cela impose de ne pas faire l'impasse sur la nécessaire transformation des institutions politiques et républicaines : refaire de l'élection législative la mère des élections en rendant le chef de l'exécutif responsable devant le Parlement, inverser le calendrier électoral, redonner du poids à la justice...

Une gauche au pouvoir, c'est aussi une gauche qui doit repenser son rapport à la démocratie sociale. Nous ne pouvons imaginer être aux responsabilités sans penser une nouvelle méthode de travail avec les partenaires sociaux, dans l'élaboration des réformes comme dans la place du salarié dans les entreprises. Notre rôle, c'est le débouché politique à des revendications syndicales et sociales dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître.

De même, nous continuons de nous mobiliser pour une Europe politique des citoyens de l'union, dont beaucoup partagent les mêmes aspirations. En la faisant vivre d'une part, et c'est le rôle des partis politiques d'européaniser la politique et de politiser l'Europe. Il faudra d'autre part doter l'union des moyens de sa démocratie. Elle ne peut fonctionner si les citoyens ont toujours l'impression d'être éloignés de ses cercles de décisions. Les cadres de l'Europe des peuples n'existent pas aujourd'hui. Toute démocratie a son histoire, ses révolutions, ses constituantes et ses serments. Ceux de l'Europe sont à venir, à nous d'y participer.

Comment créer les conditions d'une transformation sociale ? ... Mettre en œuvre l'égalité réelle.

Depuis toujours, nous pensons qu'il faut dépasser l'égalité des droits pour construire l'égalité réelle. L'égalité réelle, c'est donner plus à ceux qui en ont le plus besoin pour assurer leur émancipation individuelle au sein de la société. Pour cela, il faut combattre les inégalités à la racine, dès le plus jeune âge (petite enfance, école, santé...), là où les inégalités se créent. La sécurisation des parcours professionnels, c'est agir à l'aboutissement des inégalités, car garantir le droit d'évoluer, c'est faire en sorte que la mobilité professionnelle soit choisie et non subie.

Au delà de l'individu, l'affaiblissement de l'Etat-providence dans une économie mondialisée a montré les limites d'une correction des inégalités économiques et sociales uniquement en aval de la production. L'action publique a vocation à intégrer les mécanismes de création de richesse, à promouvoir la démocratie sociale, à réguler les licenciements économiques, à procéder à des nationalisations temporaires pour maintenir et transformer l'activité d'une entreprise, et plus largement mutualiser les risques économiques et sociaux de chacun.

Il faut pouvoir renforcer et améliorer la redistribution, en procédant à une grande réforme fiscale. L'égalité réelle suppose aussi une certaine conception de la justice sociale, avec la lutte contre l'exclusion comme pierre angulaire. Voilà ce qui pour nous, plutôt qu'un libéralisme sauvage ou un égalitarisme aveugle, doit être la matrice d'un projet de société qui conjugue égalité, émancipation et liberté.

Comment la gauche peut gagner ? ... Toutes et tous indispensables à la victoire

Nous voulons être utile à la victoire des socialistes et de la gauche. Nous avons la prétention de penser que nous serons indispensables; et que, sans nous, ils nous pourront pas gagner. Personne ne sera de trop.

Notre stratégie politique doit être celle de la mise en dynamique de la gauche et de son union. Nous devons renouer avec la gauche du réel, celle du quotidien. Celle des associations, des collectifs, des syndicats et des mutuelles, de l'économie sociale et solidaire. Ils représentent non seulement une force vive utile à la cause mais ils sont aussi en capacité de porter des combats dans la gauche que nous devons accompagner. Il faut pour cela leur faire une place, leur proposer un pacte, pour gouverner et changer ensemble la société. Comme un « peer to peer » politique, débattons, agrégeons, enrichissons-nous des autres, créons des convergences et donc les conditions d'un large rassemblement. C'est une étape fondamentale vers la victoire.

Les primaires sont un outil pour rassembler les gauches qui trancheront la question du ou de la candidate. Mais c'est également pour nous l'occasion de porter des combats, avec cette gauche du quotidien pour que les candidats s'en saisissent. Faire cela, c'est prendre le terrain de la bataille culturelle que nous avons perdu ces dernières années. Nous ne reprendrons pas la

gauche de nos parents, nous l'inventerons pour nos enfants.

Cette alternative est bien sûr conditionnée par notre capacité collective de transformation sociale. Un projet a déjà été adopté par tous les socialistes et c'est notre corpus commun. Nous, jeunes socialistes avons pris notre part à son élaboration. Néanmoins, il faut aller plus loin dans la radicalité de nos propositions. Assumons de repenser le contrat social autour de pistes comme le risque assurantiel, la fin de la rente, les libertés sociales, l'imminente nécessité d'une union des deux rives de la méditerranée... Nous ne devons rien nous interdire et tout nous permettre. Être subversif. A l'inverse, être timide, c'est renoncer.

Mais nous ne gagnerons pas seuls, nous gagnerons avec tous, tous les progressistes. Avec toi. Avec les autres organisations politiques, mais surtout, avec leurs idées et leurs militants. Il n'est plus possible de penser le débat à gauche en terme de rapport de forces entre les appareils. Agir ainsi, c'est assurer la victoire de ceux qui seront probablement unis au premier tour : la droite et la réaction.

Dans la même période, nous, jeunes socialistes, organisons notre congrès. Ce qui doit nous animer et les débats que nous devons avoir ne sauraient être déconnectés de ces enjeux et de nos impératifs. En responsabilité et dans un état d'esprit de rassemblement de tous les jeunes socialistes pour la victoire, c'est notre rôle d'organisation de jeunesse qui sera en question. C'est notre capacité à pouvoir être ceux qui font gagner la gauche.

Pour toi, ami et camarade, nous faisons cette analyse et ces propositions. Comme toi, nous voulons construire les conditions de la victoire et la garantie d'une gauche qui transforme radicalement la société. Parce que nous refusons les défaites en chantant et les lendemains qui pleurent, mettons-nous en mouvement, ensemble. Donnons du sens et soyons utiles.

Pour nous contacter : mjs.lareleve@gmail.com

Innover, s'émanciper, partager

Contribution présentée par Agir en jeunes Socialistes – ajs-mjs.net

Quentin CLÉMENT (AF 49), Jocelyn DEFAWE (BN 94), Hugo GOUYSSÉ (BN 22), Sébastien JEHANNO (AF 56), Rafik HADÏDI (AF 30), Julien HOUZE (AF 22), Guillaume KLEIN (BN 30), Dimitri LAURENT (AF 25), Annaïg-Sklaërenn LE MOËL (CNA 56), Jérémy PINTO (AF 71) et Maxime TAILLEBOIS (AF 94).

La crise financière mondiale de 2008, suivie d'une crise économique, sociale et politique, impose aux socialistes d'inventer des solutions novatrices et responsables. Parce qu'au delà de la question de la prise de pouvoir en 2012, se posera très vite la question peut être encore plus délicate de l'exercice du pouvoir, il nous semble important, en tant que jeunes socialistes, de mettre en avant et d'expliquer nos priorités, afin de reprendre la main, et construire enfin l'avenir, à gauche.

Remettre l'humain au cœur de l'économie

Refuser l'idéologie de la main invisible

Réformistes, nous croyons aux vertus créatrices du marché, au développement économique favorisant la redistribution des richesses, à l'initiative privée encourageant l'innovation des acteurs de l'espace public mondial et créatrice d'emplois. Pour autant, si à la différence d'une gauche romantique mais irréaliste nous ne considérons pas l'exploitation de l'Homme par l'Homme comme un processus historique sciemment organisé par un système oligarchique visant à dominer le monde, force est de constater l'échec des capacités régulatrices du marché par lui-même. En effet, depuis cette crise systémique, jamais les inégalités et les différences de capitaux économiques et sociaux entre les personnes n'ont été aussi forts dans les sociétés occidentales, jamais les pays du Sud n'avaient été autant brimés dans leur volonté de développement économique alternatif, jamais l'individualisme, produit d'une société d'ultra-consommation où le "tout, tout de suite" est de rigueur, n'a été aussi prégnant, conduisant à la dépolitisation, voire à l'anomie de nos sociétés induisant indubitablement la dépolitisation de l'espace public et la perte de confiance dans l'action politique.

Une économie ambitieuse tournée vers l'avenir

Face à une Droite qui a creusé les déficits publics, la Gauche devra porter une alternative forte en proposant un modèle de croissance différent qui intègre le triptyque économique, social et écologique. Nul doute que les enjeux autour de la précarité énergétique, des déplacements, de l'impact écologique, de la création d'une taxe carbone seront au cœur de la campagne présidentielle alors que l'économie autour du développement durable est aujourd'hui créatrice d'emplois. Une des mesures efficaces serait la modulation de la TVA en fonction du contenu en

carbone des produits consommés. La possible instauration d'un filtre carbone aux frontières de l'Union Européenne pourrait permettre la pénalisation des importations ayant un impact écologique fort. Le gouvernement français ne pourra être qu'un maillon de la chaîne et cette dimension de la « social écologie » ne pourra se faire sans le soutien de l'Europe et sans dynamique internationale.

L'Europe, une exigence commune

Nous le répéterons jamais assez : qu'il s'agisse des enjeux économiques, écologiques ou démographiques, l'Europe est le seul espace politique pertinent dans un monde de plus en plus interconnecté, mondialisé. Elle reste notre meilleure alliée face aux pressions insupportables des marchés financiers et des agences de notations sur les citoyens. L'Europe que nous portons devra être solidaire, politique, démocratique, dotée de moyens budgétaires conséquents et capable d'un véritable pilotage macro-économique. Elle devra permettre l'harmonisation des politiques sociales vers le haut et devra mettre l'emploi et l'investissement au centre de ses priorités.

Seulement, face à une majorité européenne conservatrice qui laisse jours après jours traîner l'idéal Européen dans l'impuissance et le doute, les gauches européennes ne retrouveront des marges d'actions que si elles se respectent, dialoguent et surtout s'entendent tant sur les moyens que sur les objectifs. Faute d'un tel travail commun, elles resteront incapables d'utiliser les leviers de l'Union Européenne, notamment lorsqu'elles deviendront majoritaires, au risque de le payer très cher lors des élections suivantes, les promesses déçues par leur impuissance.

Garantir notre modèle social

Mettre l'éducation au cœur de nos priorités

=> Pour une Éducation partagée

Les multiples échecs des politiques et réformes successives doivent nous amener à élargir le champ des réponses qu'il faut aujourd'hui apporter aux nombreux défis de l'éducation. Pour autant, l'apprentissage ne s'arrête pas aux portes des salles de classe, c'est pourquoi nous devons aujourd'hui impulser un désenclavement des connaissances, ouvrir le champ de l'éducation aux territoires, aux collectivités territoriales, aux associations, et au monde professionnel et familial. Autrement dit, nous devons défendre l'idée d'une éducation partagée. Si l'école a la charge de développer en premier lieu les savoirs légitimes, il faut réaffirmer qu'il existe d'autres savoirs, que l'école ne développe pas à elle seule toutes les intelligences et que celles-ci sont multiples : de celles mobilisées par l'école (intelligence verbale, logico-mathématiques) à celles mobilisées dans d'autres activités (intelligence corporelle, musicale, visuelle, relationnelle, d'action...). Il nous faut faire dialoguer ces savoirs et donner toute sa place au travail coopératif, afin de tisser un lien véritable entre éducations formelle, informelle et non-formelle.

=> Démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur

Le taux d'élèves issus de milieux populaires dans l'enseignement supérieur n'a fait que diminuer au fil des ans. Il est urgent d'agir. Un véritable service public de l'orientation doit être mis en place dès le lycée afin de remédier aux inégalités et de permettre à chacun de prendre son avenir en

main. De même, une plus grande ouverture des classes prépas aux lycées semble plus que jamais nécessaire, tout comme une refonte du système d'accès aux grandes écoles. Nous devons également expérimenter de nouvelles passerelles dans l'enseignement supérieur pour les élèves venant de l'enseignement professionnel.

Enfin, en dépit des annonces du gouvernement, le manque de moyens alloués au monde universitaire reste alarmant. Nous nous devons, une fois au pouvoir, de rattraper notre retard afin de garantir durablement notre économie. Dans cette perspective, il nous faudra imaginer les synergies entre universités et laboratoires de recherche européens dans afin que l'imagination créatrice devienne le moteur de l'innovation européenne.

Réinventer notre politique du logement

=> Favoriser le lien intergénérationnel

Face à la crise du logement, à l'isolement des personnes âgées et au vieillissement de la population, il paraît nécessaire de développer, de renforcer et de sécuriser les modes alternatifs de logement qui font leur preuves et répondent à de multiples enjeux sociétaux. Le logement intergénérationnel est basé sur la solidarité, le partage et le maintien du lien social entre deux générations que la droite française cherche sans cesse à opposer. A l'heure de la défiance entre une classe d'âge vieillissante toujours plus nombreuse qui souhaite maintenir le plus longtemps possible son autonomie et une jeune génération qui doit faire face à un déclassement morose et à des difficultés pour se loger et financer ses études, il apparaît urgent de renforcer le lien intergénérationnel.

=> Refonder la politique de la ville

Notre exigence en terme de qualité de vie doit être la même pour tous. Cela signifie la même propreté dans tous les quartiers des villes, et le même accès aux services publics. Pour en finir avec toute forme de ségrégation urbaine, il convient de mieux partager la richesse entre communes au moyen de mécanismes de péréquation et de solidarité nationale. En outre, l'obligation de construire 20% de logements sociaux doit être étendue à chaque commune. En cas de refus significatif de maires, pour des raisons non justifiées ou idéologiques, les sanctions financières doivent être dissuasives. Il ne suffit pas de démolir des bâtiments et d'en reconstruire pour éliminer les ghettos, il faut réinventer des villes et recréer du lien social.

Favoriser l'émergence de politiques culturelles ouvertes et populaires

=> L'Europe : plate forme d'échange culturel

Il ne faut pas laisser l'Europe aux mains des partis nationalistes qui partout sur le continent retrouvent des forces nouvelles. Nous devons aller plus loin dans la coopération entre les pays de l'Union en facilitant les échanges culturels, les échanges universitaires et l'obtention de crédits de recherche à l'étranger. La gratuité des musées européens aux jeunes de moins de 25 ans et de véritables « passe » de transport ferroviaire pourraient ainsi être mis en place afin de découvrir la culture et l'histoire des autres pays.

=> Ouvrir l'accès à la culture pour tous

La France se distingue des autres pays par son fort investissement public en faveur de l'art. Bon nombre d'instituts culturels sont soit créés par l'Etat ou des collectivités territoriales, soit financés par elles. Le risque est que la culture ne reste qu'entre les mains de certaines personnes et ne s'adresse qu'à un public particulier.

Il n'y a pas de culture contre des cultures, les formes d'expression comme le street-art ou des danses de rues commencent à être reconnues pour leur valeur artistique, et nous devons encourager cette reconnaissance. En 50 ans d'existence du Ministère de la Culture, beaucoup a déjà été fait pour tenter de démocratiser la culture mais il faut aller plus loin. Si des personnes ne vont pas à l'art, l'art pourrait aller à eux au moyen de formes d'expositions et de festivals itinérants, l'art urbain pourrait intégrer des programmations plus classiques au sein des institutions existantes. Le premier des élitismes en art, comme ailleurs, est de refuser d'être inventif. Cessons de confondre culture de masse et culture populaire, et de verser dans un discours sur la culture incantatoire, hautain et conservateur. A nous de bousculer les choses !

Renforcer les libertés publiques et individuelles

Offrir à chaque individu la possibilité de vivre sa vie comme il l'entend

Après dix ans de droite au pouvoir, la société française ne s'est jamais autant caractérisée par ses nombreux systèmes de domination ayant vocation à ranger les individus dans des trajectoires et des places sociales prédéterminées selon des « catégories d'appartenance » (inégalités de genre, d'origine supposée, d'âge, de lieu d'habitation...). Ces systèmes de dominations orchestrés par l'Etat sont d'autant plus inacceptables qu'ils favorisent et figent les inégalités entre citoyens. Pour certains, les droits les plus élémentaires ne sont pas reconnus (droits pour les LGBT, vote aux élections locales pour les résidents étrangers), pour d'autres, l'Etat fait preuve d'une violence arbitraire manifeste : contrôles au faciès, discriminations au travail, gestion archaïque des prisons ou encore des hôpitaux psychiatriques, etc. Enfin, en l'absence d'une sécurité sociale professionnelle digne de ce nom, l'Etat a contribué à figer les parcours de vie selon le seul niveau de diplôme initial en donnant une place trop importante au capital culturel et à la culture légitime des parcours scolaires.

Jeunes socialistes, nous aspirons à une société d'individus libres, c'est-à-dire en capacité de choisir leur vie et non de la subir de façon prédéterminée, en créant, à chaque âge de la vie, les occasions propices à tous les essais. En cela, nous prônons l'émancipation individuelle pour chacun, à savoir l'établissement d'un nouveau projet de société ayant comme but d'aider chaque citoyen à trouver sa place dans la société.

C'est pourquoi nous portons des propositions telles que :

- La mise en place d'un plan de lutte contre les discriminations et d'une clause de relecture de l'ensemble des politiques publiques en regard des objectifs d'égalité hommes femmes.

- Mettre fin aux discriminations envers les Lesbiens, Gays, Bisexuels, et Transsexuels (droit au mariage, accès à l'Assistance Médicale à la Procréation...).
- Garantir l'indépendance et renforcer les moyens du Défenseur des droits, afin de sanctionner tous les actes de discrimination.
- Un statut social de la prostitution pour combattre efficacement le proxénétisme et garantir aux prostitués des droits élémentaires (sécurité sociale, retraite...) ainsi qu'une aide à la reconversion professionnelle.
- Mettre fin aux régimes de protection privilégiés du monde des affaires et du monde politique.

Ces propositions sont loin d'être exhaustives et doivent être appliquées à tous les niveaux, par une sensibilisation des acteurs de la fonction publique mais aussi par des formations à destination des cadres du privé. La culture, l'éducation à l'autonomie et à l'esprit critique sont également des leviers à privilégier. Rappelons enfin qu'une véritable émancipation ne peut se faire sans accès au travail, condition indispensable pour acquérir une autonomie financière, maîtriser son projet de vie et trouver sa propre place dans la société.

Faire appel à la mobilisation collective pour retrouver le pouvoir sur sa vie

A la différence de l'individualisme néolibéral, l'autoréalisation de l'individu ne s'oppose nullement aux solidarités collectives et n'implique aucune désaffection à l'égard de la chose publique. Au contraire, elle est vouée à encourager la participation aux débats de la cité en éclairant chacun sur ses connaissances et ses responsabilités. Or, à l'image des parcours de vie des citoyens figés sur des déterminismes sociaux, notre système démocratique apparaît lui aussi immobile. Nos institutions politiques s'éloignent chaque jour un peu plus des citoyens et leur accès semble réservé aux « professionnels de la démocratie », catégorie dont bon nombre de Français se sentent exclus. La montée de l'abstention et la défiance accrue des Français à l'égard de leurs représentants en sont des conséquences directes.

La démocratie n'est pas réductible aux seules élections et aux manifestations publiques. Elle doit être le système politique dans lequel le citoyen occupe une place centrale et dont le fonctionnement repose davantage sur la recherche du consensus démocratique, garant de l'intérêt général, que sur la recherche d'un rapport de force ou d'un clivage politique à tout prix. A ce titre, une grande réforme des institutions publiques et politiques doit être conduite afin que celles-ci soient représentatives de la société française du XXIème siècle. Cela implique la reconnaissance du droit de vote des étrangers aux élections locales, la mise en place du non cumul des mandats dans l'espace et le temps, la reconnaissance du vote blanc, la réforme du Sénat comme chambre de la société, ou encore le renforcement de la décentralisation.

Mais la réforme de notre système démocratique ne doit pas se limiter à la reconstruction des institutions publiques et politiques. Elle repose également, pour partie, sur l'affirmation de la place

qu'y occupent tous les citoyens en tant que « citoyens usagers », et non « citoyens clients ». Véritables acteurs de la vie publique, usagers des services publics et utilisateurs des espaces publics, les citoyens doivent pouvoir participer à l'élaboration, la réalisation et l'évaluation des politiques publiques au même titre que les experts, les techniciens et les partenaires sociaux, le pouvoir de décision appartenant aux représentants du peuple, élus au suffrage universel. Pour atteindre cet objectif, des instances de gestion participative doivent être mises en place sur l'ensemble des territoires et de nouveaux droits doivent être garantis aux citoyens, notamment le droit au congé citoyen.

Enfin, l'approfondissement de notre système démocratique pose la question des rapports sociaux au travail. Le dialogue social ne peut plus être pensé selon une logique de lutte des classes où la recherche du rapport de force est permanente. Il doit être adapté aux réalités sociales et économiques de notre temps et reposer sur des instances garantes de l'intérêt commun. La tenue de conférences annuelles interbranches sur l'emploi, les conditions de travail et la formation sont un début de réponse. Mais nous devons aller plus loin et proposer la création, en plus des instances représentatives du personnel déjà existantes, d'instances associatives du personnel.

2012 sera pour la France et pour la gauche une échéance décisive. Face à une droite clientéliste à l'égard de l'extrême droite, jouant en permanence sur la confusion des pouvoirs et la division des citoyens, nous nous devons d'être responsables, innovant et offensifs. Fidèles à notre identité, nous porterons encore et toujours au sein du Mouvement des Jeunes Socialistes une exigence qui fut déjà celle de Mendès France : privilégier la posture éthique aux postures épiques, refuser avec vigueur toutes récupération ou simplification opportuniste, et enfin faire de la pédagogie la marque de fabrique de tous nos discours.

Cette parole réformatrice doit être respectée et entendue. Elle est la condition de nos victoires futures, et de l'avenir du socialisme.

« C'est l'histoire d'un jeune... »

Contribution déposée par La Fabrique du Changement et soutenue par :

Lionel Bosc AF (12), Damien Verger AF (23), Mickael Camus AF (27), Matt Maurice AF (28), Vincent Gibert AF (31), Augustin Lechat-Blin AF (44), Geoffroy Sapin AF (46), Mélissa Menet AF (59), Matthieu Monier AF (76), Romain Bossis AF (85), Simon Jolles AF (89) ;

Thomas Toutain CR (Haute-Normandie), Jérôme Gervais CR (Midi- Pyrénées), Lionel Marquant CR (Pays de la Loire), Cédric Chenot CR (Limousin) ;

Romain Cujives BN (31), Magalie Herlem BN (59), Thomas Chevandier BN (75), Julien Pinna BN (31), Alexandre Borderies CNA (31).

Voici la contribution déposée par la Fabrique du Changement pour le Conseil national du MJS de juin 2011. Nous aurions pu écrire un texte classique, répéter comme chacun, nos analyses et autres considérations du moment, intéressantes mais parfois un peu rébarbatives. Pour celles et ceux qui souhaitent connaître notre identité politique, nous les renvoyons à notre texte fondateur (<http://fabrique-changement.org/2011/04/02/la-fabrique-du-changement/>) et à notre position sur quatre questions majeures (<http://fabrique-changement.org/categorie/identitepol/>) : le renforcement de la puissance publique, la social-écologie, la société de la connaissance, et la protection sociale. Ces propositions sont égrainées et détaillées dans les sept résolutions thématiques rédigées à l'occasion de ce Conseil national ; elles doivent être prises pour la suite logique d'un texte qui trouve ici sa première partie.

Nous avons écrit ce texte dans un contexte connu de tous : une droite affaiblie qui court après l'extrême-droite, une société dans laquelle beaucoup ne croient plus en la capacité des politiques à changer les choses et où le renoncement nourrit l'abstention. La gauche a de lourdes responsabilités ; chacun sait que dans la perspective de 2012, 2011 est l'étape cruciale. Si nous avons connu la victoire aux cantonales et su nous doter d'un projet solide et ambitieux, certains semblent aller vers la prochaine échéance, les primaires, à reculons. Nous ne devons pas avoir peur de cette rencontre avec les Français. Nous nous sommes battus pour les primaires, gage de notre volonté d'ouverture et de renouvellement. Abordons-les sans peur ni angoisse, allons présenter nos propositions et les plus-values que chaque candidat souhaitera apporter à notre projet collectif. Nous sommes convaincus que les jeunes occuperont une place particulière dans ce processus démocratique inédit. Organiser les primaires, c'est sortir de nos codes pour parler aux Français, aux jeunes et des jeunes. Nous avons donc voulu raconter une histoire, celle vécue par de nombreux jeunes, figurés ici par K., né en 1994, qui aura 18 ans en 2012. Aussi sombre qu'il peut paraître, ce tableau vient souligner l'ampleur de l'échec de la droite autoritaire et ultra-libérale, et la nécessité d'une victoire de la gauche.

K. a grandi à une époque charnière où il n'y a plus de certitudes, où l'histoire s'accélère, où le progrès cesse de faire rêver, mais inquiète et interroge, où la survie de notre modèle social et

républicain est en jeu. K. n'a pas connu l'économie florissante, mais les délocalisations imposées par des actionnaires sans scrupules, les salaires qui stagnent et les prix qui augmentent, des matières premières aux loyers. Il n'a pas connu – ou très peu – la gauche au pouvoir, les espoirs qu'elle a suscités, les acquis sociaux qu'elle a su imposer et les déceptions qu'elle a pu générer. Pour lui, il n'y a pas un avant et un après, il n'y a qu'une France, celle façonnée par la droite au pouvoir depuis 10 ans ; il n'y a qu'un monde, celui d'un prétendu choc des civilisations, pourtant démenti récemment par le souffle de liberté lancé par la jeunesse tunisienne et repris en c?ur dans tout le monde arabe.

La crise économique et la nécessité d'un renforcement de la puissance publique

En cours ce matin-là, son professeur dresse un tableau peu reluisant de l'économie globalisée. La crise est bien là, entend-il, conséquence d'un effondrement de la puissance publique, qui ne peut plus, ou ne veut plus, encadrer l'économie. La stagnation des salaires conjuguée à la hausse des prix piège de nombreux ménages, épris par les sirènes du consumérisme sans limites. Il entend parler de ces ménages, incapables de rembourser les prêts contractés, de ces banques qui spéculent sur des emprunts dits toxiques, de dérégulation et de crise globale. Le choix des gouvernements, en France notamment, de ne pas soutenir la consommation, de ne pas protéger les ménages, victimes de la crise d'un système après en avoir été la cible pendant des années, a englué l'économie dans une morosité durable.

Tout est reparti comme avant : les entreprises restent dirigées par les actionnaires, l'avidité reprend ses droits, les places financières règnent toujours en donneuses d'ordres de l'économie réelle, sans parler des ravages causés par un productivisme effréné qui épuise les ressources naturelles et dérègle le climat, mettant en jeu la survie de l'humanité.

Pourtant, les solutions existent. S'il adhère au MJS, il y croquera un militant de la Fabrique du Changement qui tentera de le convaincre qu'il faut renforcer les institutions politiques, le bras armé de la puissance publique. Il l'invitera à ne plus rester les bras ballants face à celles et ceux qui continuent d'expliquer que le marché s'autorégule, que le libre échange sauvage est une règle saine et que les protections sociales entretiennent l'assistanat. Il lui dira qu'il faut porter le renforcement de la puissance publique, en France, en Europe et dans le monde.

En France, où la crise démocratique a nourri les populismes, où le rejet de la politique affaiblit chaque jour davantage la puissance publique, notre combat pour une VIème République est plus que jamais d'actualité (ce thème est détaillé dans notre résolution Pour une VIème République, <http://fabrique-changement.org/outils/pol/reso-6eme-republique/>).

En Europe, où le libre-échange sans harmonisation des protections sociales a accentué les délocalisations et exacerbé la concurrence entre Etats, qui semblent résignés à détruire les protections sociales pour garder leurs industries. Dans le monde, où l'absence de règles a généré une féroce division mondiale du travail, reléguant certains pays au rôle d'immenses manufactures ou de simples fournisseurs de matières premières, et cantonnant les autres à l'économie immatérielle, à la finance, fragilisant ainsi tous leurs tissus productifs (ce thème est détaillé dans notre résolution Dompter (enfin) la mondialisation, <http://fabrique-changement.org/ecoregul/reso-dompter-la-mondialisation/>).

K. sort de son cours d'économie ; son cours d'anglais est annulé, faute d'enseignant pour remplacer le titulaire malade. S'il a entendu journalistes et politiques parler d'économie de la connaissance, ce qu'il constate surtout aujourd'hui dans la cour de son lycée, c'est que l'on fait des économies sur le dos de ceux qui devraient lui transmettre des connaissances. Alors, il préférerait une société où la connaissance serait partagée et non marchandée. Une société où la culture réunirait les gens au lieu de les diviser (ce thème est détaillé dans notre résolution La connaissance en partage, <http://fabrique-changement.org/socconn/reso-connaissance-partage/>). Il est bientôt midi, il rentre chez lui. Ses parents sont tous deux là.

Déclin collectif et déclassement individuel

Son père est agent de maîtrise. Ouvrier depuis ses 16 ans, il est désormais chef de chantier dans une petite entreprise de BTP qui fait essentiellement de la sous-traitance. Il subit au quotidien les pressions des entreprises qui font jouer la concurrence entre PME. Les délais se raccourcissent, les cadences sont infernales et les conditions de sécurité sur les chantiers de moins en moins respectées. Mais quand il constate l'état de délabrement du tissu industriel de la région, où les usines ont fermé unes après les autres, comme les mines fermaient, inexorablement, il y a deux ou trois décennies dans l'Est, il ne plaint pas. Le pôle de compétitivité implanté à proximité absorbe aujourd'hui toutes les subventions ; il a bien attiré quelques jeunes ingénieurs mais n'a pas offert de perspectives d'emploi aux ouvriers et employés du bassin d'emploi. Ce qu'il réclame aujourd'hui, c'est une véritable politique industrielle. Militant socialiste au début des années 80 mais depuis déçu, comme beaucoup d'ouvriers, il constate avec satisfaction que les socialistes reparlent d'industrie et qu'ils en font un axe central de leur politique économique, et qu'il y a là un espoir (ce thème est détaillé dans notre résolution Une politique industrielle européenne, innovante, durable, <http://fabrique-changement.org/ecoregul/reso-politique-industrielle/>).

La mère de K. a, ce jour-là exceptionnellement, deux heures pour déjeuner. Non qu'elle ait moins de temps habituellement, car ses pauses déjeuner peuvent durer jusqu'à six heures. Dans le supermarché qui l'emploie, les caissières sont traitées comme du mauvais bétail : elles peuvent travailler deux heures le matin et deux heures le soir un

jour, faire huit heures sans pause le lendemain et être licenciées le surlendemain. Comme beaucoup de mères, elle a dû interrompre sa carrière, et aujourd'hui elle se sent attaquée de toutes parts. Elle voit les employeurs qui profitent de la crise pour rogner sur les protections sociales, imposer des cadences infernales, elle entend que l'Etat et le gouvernement choisissent de faire d'elles les principales victimes d'une réforme des retraites injuste. C'est à ces femmes, à tous les salariés, mal payés et mal protégés, qu'il faut offrir la perspective d'une gauche de combat, ambitieuse sur les salaires, audacieuse sur la protection sociale. Nous en faisons, à la Fabrique du Changement, une priorité absolue (ce thème est détaillé dans notre résolution Travailler mieux, partager plus, <http://fabrique-changement.org/social-travail-societe/reso-travailler-mieux/>).

Ses deux parents écoutent avec attention le récit du cours d'économie : ces bouleversements économiques, ils en subissent les conséquences dans leur quotidien et ne veulent pas du même sort pour leur fils. Lui non plus ne veut pas le même sort qu'eux. Le gouvernement de gauche en place en 2012 fera des questions de jeunesse une priorité. D'une part, parce que le déclassement est une réalité partagée par la quasi-totalité des milieux sociaux ; d'autre part, parce qu'il y a urgence à agir, tant la droite n'a rien fait pour protéger les jeunes, pourtant touchés plus que les autres par le chômage et par une insertion de plus en plus compliquée sur le marché du travail (ce thème est détaillé dans notre résolution Réenchanter l'avenir des jeunes de France, <http://fabrique-changement.org/social-travail-societe/reso-reenchanter-avenir-jeunes/>).

Le besoin d'une gauche de combat – pour la social-écologie

Son père avait 18 ans en 1981 ; il a vu l'espoir suscité par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il s'est engagé dès ses 15 ans chez les trotskistes, les lambertistes, les maoïstes ou un autre groupuscule (K. n'a jamais saisi la différence) avant de s'enthousiasmer pour la campagne de Mitterrand. Très vite, il a lu Jaurès, admiré Blum. Le premier a théorisé un socialisme plus que jamais d'actualité, un « individualisme logique et complet », où l'individu participe pleinement à l'avènement du socialisme. Le second incarnait ce socialisme où la gauche était unie, où les ministres étaient ouvriers ou instituteurs et où jamais les conquêtes sociales n'ont eu une telle ampleur. Il est vrai que le gouvernement dirigé par Lionel Jospin a rappelé ces grandes heures : la CMU, les 35 heures, les emplois jeunes, le PACS, une économie florissante, obtenus par une gauche unie, offensive, ambitieuse et responsable dans ses choix budgétaires. C'est justement parce qu'il veut retrouver cette gauche-là, qu'il considère que les socialistes s'y dirigent qu'il votera aux primaires d'octobre. Tout en espérant que la gauche ne reproduira pas les erreurs des dernières années du gouvernement Jospin, les privatisations et l'Europe libérale du traité de Nice notamment, qui ont contribué à éloigner la gauche du peuple...

L'incapacité des gauches de gouvernement à être audibles alors que la crise relégitimait totalement notre discours doit nous interroger. Les échecs électoraux de la social-démocratie sont-ils le témoignage de son échec philosophique et intellectuel ? D'aucuns considèrent que la social-démocratie, fruit d'un compromis construit après la Seconde Guerre mondiale, ne nous permet plus d'incarner une alternative. Nous considérons que, loin de rejeter ce compromis et les progrès sociaux et économiques qui en ont découlé, il nous faut accélérer sa transformation et proposer un nouveau modèle structurant pour la gauche. Voilà l'objectif de la social-écologie : inventer un nouvel âge du socialisme. De tradition ouvrière et industrialiste, le socialisme a souvent confondu production et progrès. Le socialisme a longtemps oublié, dans sa vision de l'affrontement entre capital et travail, une donnée essentielle : la préservation de notre environnement. Nous considérons cette donnée comme centrale dans notre analyse et notre projet politique, tout comme la conquête de l'égalité, tout comme l'aspiration à la liberté. Voilà pourquoi, après s'être longtemps défini comme social-démocrate, le MJS doit aujourd'hui se définir comme social-écologiste (ce thème est détaillé dans notre résolution La social-écologie, nouvelle matrice du développement, <http://fabrique-changement.org/ecoregul/reso-social-ecologie/>).

Ce que cette famille attend, c'est que la gauche se préoccupe d'eux et leur ouvre des perspectives. Ce qu'ils espèrent, c'est que, dans quelques années, parce que les socialistes auront gagné en 2012, l'éducation nationale sera à nouveau vecteur de mobilité sociale et de perspectives pour tous les jeunes ; l'action conjuguée de la banque publique d'investissement et des mécanismes d'incitation feront vivre notre industrie sur des bases durables ; l'augmentation des salaires et la fin des contrats jetables aura changé la vie de tous ces travailleurs précaires, premières victimes de la crise ; la révolution démocratique aura redonné un sens au politique, elle aura éloigné le spectre des populismes. La France verra alors l'avenir en rose.

Un MJS à la hauteur

C'est là un raisonnement que nous avons tous eu : la France va mal, le monde va mal, et cela atteint directement les conditions de vie de certains de nos proches et de millions d'hommes et de femmes. K. en arrive là : la gauche, muette pendant des années après avoir emprunté de mauvais chemins au début des années 2000, offre aujourd'hui de nouvelles perspectives de conquête, et il veut en être.

K. est entouré de jeunes qui s'intéressent très peu à la politique et qui ne croient pas possible de changer les choses. Militer est presque ringard. Il s'interroge souvent sur cette situation. Heureusement, quelques exemples l'encouragent.

Son copain Samuel a adhéré il y a déjà quelques temps au MJS. Lui, c'est un geek, il parle beaucoup des possibilités offertes par Internet. C'est une source d'optimisme qui l'a

entièrement captivé : il parle de logiciel libre, il pense 2.0, il propose des outils de travail collaboratif, bref, il voit en Internet un vecteur d'émancipation et de modification des rapports sociaux absolument phénoménal. K. entend lui aussi parler de gens qui font vivre au quotidien un autre modèle. Un copain lui parle de sa mère, salariée d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire. Il a compris qu'elle possédait une partie de l'entreprise et étant en quelque sorte sa propre patronne. Il a entendu parler de ce collectif anti-pub qui agissait contre l'omniprésence de la publicité. Les copains de son grand frère lui ont parlé de ce collectif qui réquisitionne des logements vides. Il a vu avec étonnement et intérêt les jeunes espagnols protester. Les parents d'une copine lui parle de l'AMAP à laquelle ils participent et de leur "volonté de privilégier les circuits courts", bref de changer à leur échelle le modèle de l'économie qu'ils subissent. Il ne comprend pas forcément tout, mais Samuel l'invite à une réunion des jeunes socialistes. On devrait y parler des moyens de faire gagner la gauche.

Ce soir sera sa première réunion du MJS. C'est notre responsabilité à tous de faire en sorte qu'il revienne régulièrement, qu'il y pratique son militantisme selon son envie, selon sa disponibilité, selon ses idées aussi.

Ce petit récit d'une journée normale dans la vie de ce jeune homme peut se décliner à l'infini. Ce cheminement est celui de nombreux autres aujourd'hui, dans la multitude de leurs positions sociales. Les jeunesses, nombreuses et aux préoccupations souvent différentes, doivent toutes se trouver et se retrouver chez les jeunes socialistes. Qu'il s'agisse d'un jeune rural, d'un jeune de banlieue, de centre-ville, de zone péri-urbaine ; fils d'ouvrier, d'enseignant, d'entrepreneur ; lycéen, étudiant, actif. Ces jeunes, tous ces jeunes, doivent croire en la gauche et en sa capacité de changer les choses, d'agir et protéger, de construire et transformer, de créer et inventer. Ils doivent s'engager aujourd'hui pour devenir la gauche de demain.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit être leur maison commune, bien au-delà de la préparation de la présidentielle et des législatives. Il doit être aussi divers qu'eux-mêmes. C'est bien là l'enjeu du Congrès qui s'ouvre. L'énergie des militants de la Fabrique du Changement ira dans ce sens. Notre combat au cours des mois à venir sera de faire en sorte que le MJS engage sa mue, sans perdre de temps dans l'autosatisfaction, inutile et nombriliste, d'une visibilité retrouvée. Il reste beaucoup à faire pour devenir le lieu où se retrouvent ces jeunesses, pour ouvrir l'organisation à toutes et à tous et leur permettre de vivre leur militantisme partout comme ils l'entendent. Nouveaux modes de militantisme, droit d'initiative militante, écoute et prise en compte de toutes les jeunesses, rurales ou urbaines, étudiantes ou salariées... Beaucoup de choses restent encore à faire pour poursuivre la démocratisation du MJS, garantir l'autonomie militante des fédérations et leur mise en réseau. Ces idées ont deux buts : faire en sorte que le Mouvement des Jeunes Socialistes appartienne à tous ces jeunes qui veulent s'engager, et accroître ainsi notre impact dans la société française.

Inventer les manières de changer la vie exige de la rigueur, de la fraternité et de l'audace. C'est cette exigence que les membres de la Fabrique entendent faire partager tout au long de notre Xe Congrès. Faire de notre organisation, le lieu où K. reviendra et fera gagner la gauche en 2012.

Pour K., changeons.